



## 35<sup>e</sup> congrès de Saint-Malo DONNEZ DU SENS À VOTRE FUTUR



Numéro 197  
mai 2013 - 3,81€  
ISSN 0984 - 368X - mensuel  
Imprimerie Stipa (Montreuil)

Pages 12-13

L'organigramme  
confédéral

Les groupes  
Mornay et D&O  
s'unissent  
et deviennent

**KLÉSIA**  
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES

## Klesia en chiffres

**240 000** entreprises clientes

**2 800 000** salariés et retraités protégés

**6,3** milliards de cotisations retraite

**1** milliard de chiffre d'affaires prévoyance

**18** désignations conventionnelles

Plus de **2700** collaborateurs  
à votre service

[klesia.fr](http://klesia.fr)



## sommaire

### 35° CONGRÈS DE SAINT-MALO / 17-18-19 AVRIL 2013

- 06 2010-2013 : un mandat intense
- 08 Un programme, une équipe
- 10 Une CFE-CGC renouvelée
- 11 L'exécutif confédéral tous azimuts
- 12 L'Organigramme
- 16 Une confédération qui vous accompagne
- 17 Innovation et conditions de travail
- 18 L'innovation, facteur de progrès social
- 22 Produire et consommer français



[www.impression-durable.fr](http://www.impression-durable.fr)



**ENCADREMENT MAGAZINE**  
**Cadres & maîtrise**

LE CREUSET LA VOIX  
DES CADRES  
59-63, rue du Rocher 75008 Paris  
Tél. : 01 55 30 12 12  
Internet : <http://www.cfecgc.org>  
courriel : [presse@cfecgc.fr](mailto:presse@cfecgc.fr)

Revue officielle de la Confédération française de  
l'encadrement CGC  
Éditeur : CEDIMEJES, 59, rue du Rocher 75008 Paris  
Rédaction, administration :  
59, rue du Rocher 75008 Paris - Tél : 01 55 30 12 12

Directrice de la publication :  
Carole Couvert  
Rédacteur en chef : Michel Ciesiolka  
Assistante : Micheline Texereau  
Publicité : CEDIMEJES RÉGIES-CADRES  
Laurence Vallegeas (07 60 05 25 56)  
Photos : Valérie Jacob  
Maquette/Réalisation : Process graphic  
Impression : Imprimerie Stipa  
8, rue des Lias - 93189 Montreuil Cedex  
Tirage : 138 000 exemplaires  
Routage : Action VPC  
Abonnement : (102,50 €) par an  
Commission paritaire : N° CPPAP 0914 S 06979  
Dépôt légal : 26/01/1983 • ISSN 0984-368X

Cher(e) collègue,

Notre congrès est un temps fort de la vie de notre organisation syndicale. Nous avons aujourd'hui une nouvelle équipe dirigeante qui œuvre d'arrache-pied pour sortir du contexte de crise que nous connaissons.

Dans ce numéro, vous allez revivre les temps forts des trois journées de Saint-Malo que vous pouvez réviser sur notre site web [www.cfecgc.org](http://www.cfecgc.org).

Au fil des pages, vous allez découvrir les six actions prioritaires proposées aux congressistes et qu'il s'agit maintenant de décliner en actions concrètes : bourse de l'emploi CFE-CGC pour les jeunes diplômés (post bac), communication positive autour des entreprises qui relocalisent, baromètre annuel des entreprises ou administrations d'avenir avec remise de prix, création d'un fonds d'investissement éthique avec un retour sur investissement en sept ou huit ans afin d'accompagner la création ou l'investissement dans les entreprises...

Au travers de chacune de ces actions je vous propose de réconcilier syndicalisme et entreprise notamment vis-à-vis des chefs d'entreprises de TPE ou de PME, mais aussi de devenir, nous CFE-CGC, le syndicat qui accompagne la création et le développement des entreprises. C'est ce qui nous permettra de gagner la bataille de l'emploi et du pouvoir d'achat, nos deux priorités pour les trois années à venir.

Avec vos présidents de fédérations et d'unions régionales nous allons rédiger notre premier plan stratégique CFE-CGC. Il vous permettra d'avoir une vision claire des prochaines actions de notre Confédération. Ce plan sera soumis pour modifications et validation à notre prochain comité confédéral, le 4 juillet prochain.

Dans l'intervalle, la conférence sociale va se tenir avec le Président de la République et le gouvernement les 20 et 21 juin prochains. Nous demanderons à cette occasion un véritable Plan Marshall de relance de l'emploi ! Nous sommes dans une situation d'urgence sociale, il s'agit maintenant pour le gouvernement de passer la vitesse supérieure et de nous proposer de vraies mesures pour sortir de la crise que nous connaissons.

Nous serons déterminés, exigeants et constructifs. Que ce soit sur l'Europe, l'emploi et la formation, la qualité de vie au travail, les filières d'avenir, les retraites ou la modernisation des fonctions publiques, nous ferons des propositions en faveur des techniciens, agents de maîtrise, cadres et ingénieurs dans le secteur privé comme pour nos collègues des fonctions publiques. Nous allons marquer les lignes que nous refusons de voir franchies. Là aussi vous pourrez suivre tous nos échanges sur notre site Internet, via Facebook et Twitter. Nous allons vous faire vivre les coulisses de cet événement.

N'hésitez pas à me faire remonter vos témoignages de bonnes pratiques dans votre entreprise ou administration en m'expliquant les facteurs clés de succès afin que nous puissions les diffuser pour inspirer d'autres collègues et inciter ainsi d'autres entreprises ou administrations à avoir des pratiques vertueuses.

Je vous souhaite une bonne lecture !

Cordialement

Carole Couvert  
Présidente de la CFE-CGC  
[carole.couvert@cfecgc.fr](mailto:carole.couvert@cfecgc.fr)



# DONNEZ DU SENS À VOTRE FUTUR SAINT-MALO 2013

35<sup>E</sup> CONGRÈS 17-18-19 AVRIL  
PALAIS DU GRAND LARGE

Chaque congrès national de la CFE-CGC fait le bilan du mandat passé et renouvelle les membres des instances confédérales. Les 17, 18 et 19 avril 2013, c'est au Palais du Grand Large de Saint-Malo que mille délégués de tout le territoire et de toutes les branches professionnelles ont élu leurs représentants nationaux pour trois ans. Une équipe dirigeante a été choisie sur un programme novateur, une dynamique pour « reprendre l'initiative » est lancée...



UN ATELIER « INNOVATION »

Ce 35<sup>e</sup> congrès a été également un temps de débats permettant à chacun de mesurer l'impact de l'innovation technologique et sociale dans la vie quotidienne des salariés. Une réflexion que la CFE-CGC mettra à profit pour redonner à ceux qu'elle représente – les agents de maîtrise, les techniciens, les cadres, les ingénieurs du secteur privé et leurs collègues des fonctions publiques – du sens à leur futur!

LE GRAND LARGE À SAINT-MALO



# Une page qui se tourne

Danielle Flecher, présidente des assemblées confédérales, a piloté ces trois journées animées par Nicolas Rossignol.



**Bernard Van Craeynest**, président sortant, tourne la page après trente ans de militantisme dont sept ans à la tête de la Confédération: «un congrès est toujours un moment fort de rencontres, de dialogue et d'ouverture; je souhaite aux nouveaux militants de repartir dans leurs entreprises avec foi dans l'avenir, avec volontarisme et dynamisme». Il a rendu hommage au «travail de toutes et tous, à chacun des échelons de la CFE-CGC, nous permettant de franchir le cap catégoriel et de gagner la quatrième place sur l'échiquier syndical». Il a exhorté les salariés à «ne plus considérer le syndicalisme qu'à partir d'événements ponctuels» mais à «donner du sens» à leur futur, c'est-à-dire en s'engageant aux côtés de ces catégories intermédiaires dont le rôle est «décisif pour notre économie».

**Marc Vilbenoît**, sixième président national et président d'honneur de la Confédération, a salué ses amis syndicalistes en les exhortant à conserver leurs valeurs fondamentales: «être CFE-CGC, c'est être humaniste, c'est considérer que l'économie est au service des femmes et des hommes et non l'inverse, c'est défendre l'égalité et non l'égalitarisme, c'est prévenir par la justice sociale, c'est jouer de pragmatisme et non d'idéologie, c'est négocier sans affrontement...». Et de lancer: «Vous êtes l'espoir des salariés de l'encadrement!».



## La Bretagne à l'honneur

Le congrès a été accueilli par les militants de l'union régionale de Bretagne. Son président, **Jérôme Billet** en a profité, parce que c'est dans l'air du temps, pour déclarer son «patrimoine», à savoir les UD des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Île-et-Vilaine, du Morbihan, ainsi que les UL, notamment celle de Saint-Malo! Autant de militants «au service de toute la CFE-CGC!».



Même accueil plein d'humour de la part du maire de la Cité corsaire, René Couanau: le député a avoué ne pas être adhérent de la CFE-CGC tout en étant «impressionné» par ce congrès syndical qui lui fait «ressentir une vibration» lui donnant «envie d'être candidat à quelque chose!». Il a assuré les congressistes qu'ils prendront plaisir à revenir à Saint-Malo...

## Collège territorial



La matin du mercredi 17 avril, **Laurent Caruana** a été élu président du collège territorial. Il devient ainsi le porte-parole des unions territoriales dans les différentes instances confédérales. Président de l'union régionale Rhône-Alpes, ce policier de 48 ans entend donner un rôle actif aux unions, en lien avec les fédérations. Il a souhaité que cette élection se fasse ultérieurement dans le cadre même du congrès, de manière à signifier que le territoire a toute sa place au niveau confédéral. Pour une meilleure efficacité du collège territorial, il propose la création d'un poste de suppléant au rapporteur. Laurent Caruana veut mettre en valeur le travail de fond des unions territoriales parce qu'elles contribuent grandement au développement de toute la CFE-CGC.



# 2010-2013 UN MANDAT INTENSE

**Rapport d'activité** Carole Couvert, secrétaire générale dans l'ancienne équipe, a rendu compte de trois années d'activité CFE-CGC : une période «intense»! S'appuyant sur un rapport remis aux congressistes, elle a fait témoigner chacun des secrétaires nationaux, thème par thème par vidéo interposée.

## PROTECTION SOCIALE

Danièle Karniewicz est revenue sur les dossiers «stratégiques» de la protection sociale et de la retraite. La CFE-CGC a dû «défendre un modèle» aujourd'hui confronté à des déficits majeurs. La Confédération s'est engagée dans «un choix de société» préservant les grandes lignes de force de la solidarité et de la contribution dans l'égalité de traitement.

## SANTÉ AU TRAVAIL

Bernard Salengro, a démontré l'utilité de l'investissement de la CFE-CGC en faveur des conditions de travail, des personnes handicapées, de la santé au travail. Un mandat dense, notamment pour le personnel d'encadrement. Guides, bandes dessinées se sont succédé pour expliquer le stress professionnel ou les missions du CHSCT. Ils ont accompagné un travail de lobbying auprès des services de santé afin d'accroître le rôle des partenaires sociaux, notamment en matière de qualité de vie au travail.

## ACTION SYNDICALE

Bernard Vincent a rappelé les enjeux de l'action syndicale, au cœur de l'actualité sociale ces trois dernières années avec les succès des élections MSA, TPE, Chambres d'agriculture... La progression de la CFE-CGC est un «signe d'avenir». Le mérite en revient au «travail de terrain des militants».

## EMPLOI

Marie-Françoise Leflon a rappelé le maître mot de l'action CFE-CGC : «tout pour l'emploi». Elle a salué le travail d'équipe, nécessaire pour faire face aux nombreux dossiers (emploi, seniors, égalité hommes femmes, sécurisation de l'emploi, assurance chômage, refondation de l'APEC, l'AFPA...) dans un contexte de crise sans précédent.

## DIALOGUE SOCIAL; FORMATION INITIALE

Le secteur de Bernard Valette a fait face à la mise en œuvre de la loi d'août 2008 sur la représentativité. Concernant la formation initiale, la CFE-CGC a fait de la VAE syndicale un partenariat fructueux avec Sciences Po Aix puis avec les universités de Paris-Dauphine et de Versailles...

## FORMATION PROFESSIONNELLE; EUROPE

François Hommeril a mis en avant le travail confédéral dans les domaines de la formation tout au long de la vie, notamment la BD sur la formation professionnelle ainsi que son action dans les affaires européennes et internationales. Le secteur a élaboré, grâce à un projet européen (PERCEE), un guide pour les comités d'entreprise européens; Il s'est appuyé sur le réseau de la formation syndicale et a mutualisé les expériences et les compétences en matière européenne...

## ÉCONOMIE

Jean-Luc Haas a traité les questions de compétitivité. Plusieurs guides ont été rédigés pour les militants (épargne salariale, logement, développement durable...).

## ADOPTÉ!

Carole Couvert a insisté sur les nombreuses opérations de communication qui se sont échelonnées pendant trois ans (Retraithon, Nouveau dialogue, Procès du syndicalisme, Fête des voisins, «J'aime ma boîte...»), pensées comme des investissements profitables à l'image et à l'audience de la CFE-CGC pour le long terme.

Un rapport salué par un vote positif à 87,6% <http://bit.ly/12fvvGT>



## Rapport financier

Jean-Frédéric Dreyfus, trésorier sortant, a rendu compte du bilan financier de la CFE-CGC. Il a rappelé les objectifs du congrès de Reims en 2010: sauvegarder les SOCLES de la Maison CFE-CGC, à savoir: Sécurité; Organisation; Confiance; Lisibilité; Expertise; Solidarité.

Une tâche rendue complexe par les nouvelles contraintes imposées par la loi du 20 août 2008. La Confédération a relevé le défi avec pragmatisme et a gagné haut la main les galons de la transparence financière.

Le souci du trésorier a été «la pérennité des ressources». Il s'est réjoui de pouvoir afficher des comptes certifiés depuis trois ans par les commissaires aux comptes.

Carole Couvert a confirmé les nécessaires investissements de notoriété (Tour de France, Procès du syndicalisme...): ils traduisent un travail de terrain qui permet de «semer». «Si c'était à refaire, je recommencerais», a-t-elle lancé sous les applaudissements!

Jean-Frédéric Dreyfus a dit toute sa confiance dans les comptes. Le meilleur signe, pour la Confédération, est d'avoir acheté son siège, 59 rue du Rocher à Paris.

Un rapport adopté avec 63,7% des voix <http://bit.ly/ZMsWJ3>



LA NOUVELLE ÉQUIPE CONFÉDÉRALE

# Un programme une équipe

Le programme du trio conduit par Carole Couvert, candidate à la présidence de la CFE-CGC, est la déclinaison de trois maîtres mots : « Écoute, Proximité et Partage ».

## une équipe

SIX ACTIONS CLÉS

**S**a démarche est « la démocratie participative » au service des techniciens, tant dans le secteur privé que dans le public. Sa méthode : « réconcilier les syndicats avec l'entreprise » en positivisant leurs relations. Son objectif : le développement de la CFE-CGC et le renforcement de sa représentativité.

Carole Couvert rédigera avec les fédérations et les unions le premier « plan stratégique » de la CFE-CGC. Il portera une vision partagée des trois années à venir. Une fois la feuille de route arrêtée, il sera proposé de changer le nom de l'organisation. L'acronyme CFE-CGC est difficile à prononcer, de l'aveu même de militants et n'est pas significatif pour les jeunes. Mais changer de nom n'est utile qu'au service d'un projet, explique la candidate : ce chantier ne sera ouvert qu'après la stabilisation du plan stratégique. Ce projet sera une nouvelle occasion de fédérer les structures par un travail commun sur le nom de l'organisation.



**1** **Création d'un fonds d'investissement éthique** avec un retour sur investissement de sept à dix ans. L'objectif: accompagner des entreprises d'innovation qui ont besoin d'un cycle financier plus long ou celles qui rencontrent des difficultés pour innover sur leur outil de production. Il s'agirait soit d'un fonds d'investissement CFE-CGC, soit d'un fonds à gestion et pilotage paritaire avec d'autres organisations syndicales représentant les salariés et le patronat, comme cela existe au Québec depuis 1983. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) a créé ce fonds qui totalise aujourd'hui plus de neuf milliards d'investissements en dollars canadiens. Soit 2 200 entreprises aidées et 170 000 emplois sauvés en trente ans.

**2** **Création d'un baromètre annuel CFE-CGC « Quelles entreprises et administrations d'avenir ? ».** La CFE-CGC enquêtera chaque année sur trois champs d'observation: la qualité de vie au travail, la politique salariale, le respect et la valorisation du dialogue social. Les réponses permettront à la Confédération de décerner des prix à des entreprises ou des administrations emblématiques.

**3** **Mise en place d'une communication positive.** La CFE-CGC recueillera auprès de ses adhérents et militants les exemples de bonnes pratiques: entreprises qui relocalisent, qui recrutent, où il fait bon vivre, avec une politique sociale innovante... Une fois analysés les facteurs clés du succès, elle fera connaître publiquement ces modèles pour inciter d'autres chefs d'entreprise ou DRH à se lancer dans la même aventure. C'est ainsi que pourra s'amorcer une spirale vertueuse. Il s'agit, ensemble, de favoriser la création d'emploi en France et relancer la croissance.

**4** **Accompagner les jeunes et faciliter leur entrée sur le marché du travail.** La CFE-CGC veut accompagner les talents de demain, à partir de trois propositions concrètes:

- créer une bourse de stages et d'offres d'emplois pour les jeunes en devenant des facilitateurs,
- créer un module pédagogique de sensibilisation des jeunes en cursus post bac sur ce qu'est le syndicalisme version CFE-CGC. Objectifs: mettre fin aux clichés qui ont la vie dure (la trilogie barbecue, merguez, défilés) ! Faire connaître son syndicalisme de propositions au service des salariés de l'encadrement et des entreprises comme des administrations. Il s'agit d'une démarche responsable et durable afin de leur donner des perspectives et leur démontrer qu'un parcours syndical est possible, qu'il peut être reconnu par les entreprises à l'égal d'un parcours professionnel,
- accueillir davantage de stagiaires et d'alternants à la Confédération mais aussi dans ses unions, avec de vraies missions.

**5** **Créer un réseau de soutien et d'accompagnement pour les personnes en situation de souffrance au travail** ou celles qui apprennent qu'elles sont atteintes d'un cancer ou d'une maladie lourde (accompagnement personnel, accompagnement professionnel, révision de la charge de travail, suivi pendant la période d'arrêt, accompagnement à la reprise voire passage à temps partiel...).

**6** **Créer la Fondation de l'engagement citoyen** afin de redonner toutes ses lettres de noblesse au dialogue social, pour assurer aux militants des parcours professionnels à la hauteur de leurs aspirations et leur permettre une reconversion digne des compétences acquises...

# Une CFE-CGC renouvelée

Le congrès de Saint-Malo a profondément renouvelé les instances confédérales: direction confédérale, secrétaires et délégués nationaux, conseil juridictionnel et commission de contrôle financier. Un rythme d'élection soutenu, facilité par le vote électronique.

## LA DIRECTION CONFÉDÉRALE

Deux listes concourraient pour la direction nationale (présidence, secrétariat général et trésorier).

C'est le trio Carole Couvert (énergies), Marie-Françoise Leflon (finance et banque), Franck Zid (métiers de l'aérien) qui a remporté les suffrages avec 59,7% des voix, grâce à son programme « Reprendre l'initiative! ».

Le trio François Hommeril (chimie), Jean-Yves Hemery (métallurgie) et Diego Alarçon (construction) a recueilli 40,2% des voix.

## QUATRE PREMIÈRES DANS L'HISTOIRE DE LA CFE-CGC!

Pour la première fois, une femme est présidente de la CFE-CGC. Pour la première fois, son leader a quarante ans. Pour la première fois, deux femmes figurent dans la direction confédérale. Pour la première fois, le trio élu représente trois dizaines de la vie active: la présidente a la quarantaine; le trésorier, la cinquantaine; la secrétaire générale, la soixantaine. La Confédération perce le plafond de verre et la compétence devient le critère de choix au détriment de tout critère d'âge ou de genre. La CFE-CGC est la seule des cinq organisations représentatives à être dirigée par une femme qui est la plus jeune des cinq chefs de file.

La secrétaire générale, Marie-Françoise Leflon, a dit sa volonté de contribuer à une nouvelle CFE-CGC « à votre service », capable de « repenser le monde professionnel », toute tournée vers l'emploi et la croissance; capable d'exploiter « la matière grise » des militants. Elle milite pour la construction d'une Europe sociale qui « redonne espoir aux classes moyennes ». S'inspirant de Victor Hugo, elle ambitionne une CFE CGC qui nous « précipite dans le progrès! ».

Le trésorier national a annoncé une politique budgétaire lucide, mise en œuvre pour « le plus grand nombre ». Parce qu'il faut se préparer à « une baisse des moyens financiers », les investissements annoncés se feront dans le cadre d'une constante consultation des fédérations et de leurs trésoriers. Pour Franck Zid, la Maison de la CFE-CGC est « la maison de tous les adhérents ».

Sur scène, Carole Couvert a rappelé: « Un programme peut contenir les meilleures intentions et actions du monde, si l'équipe n'est pas unie et ne tire pas dans le même sens, rien ne bougera! ».



L'intégralité du discours programme est téléchargeable à partir du site web confédéral: [www.cfecgc.org](http://www.cfecgc.org)

## Conférence de presse

Aussitôt élue, Carole Couvert animait sa première conférence de presse de présidente. Avec le congrès de Saint-Malo, commence une nouvelle ère qui met fin à la récente crise interne: notre programme est un « projet commun » dont l'objectif est de « se développer et non se diviser », a-t-elle affirmé. Elle table sur une « démocratie participative inscrite dans une logique d'accompagnement des salariés », au service des techniciens, agents de maîtrise, cadres et ingénieurs dans le secteur privé et des agents des fonctions publiques.

Parce que la CFE-CGC a délibérément choisi la voie catégorielle, Carole Couvert relève un défi: celui de devenir « la première force dans l'encadrement », en troisième position aujourd'hui selon les nouvelles règles de représentativité. Elle est prête, dans ce cadre, à aller jusqu'à changer le nom de l'organisation de manière à faire correspondre la CFE-CGC aux attentes des jeunes, notamment. Mais rien ne se fera sans stratégie commune avec l'ensemble des fédérations qui sont invitées à un premier séminaire avant la conférence sociale de juin...

# Un exécutif confédéral tous azimuts



## EUROPE ET INTERNATIONAL CHRISTOPHE LEFEVRE

- Construire une Europe sociale et fiscale.
- Renforcer la coordination des actions entre le secteur Europe et les autres secteurs.
- Mieux informer les militants et les adhérents sur les problématiques sociales, sociétales et syndicales de leur secteur, discutées à l'échelle européenne et internationale.
- Renforcer la représentation de l'encadrement dans les instances européennes.
- Améliorer notre lobbying européen.



## EMPLOI ET FORMATION VERONIQUE GHIEMMETTI

- Créer une Gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) par bassin d'emplois pour une meilleure adéquation des offres et des demandes d'emploi mais aussi pour une adaptation des compétences et des savoir-faire.
- Favoriser les périodes de formation durant les périodes de chômage partiel ou de ruptures professionnelles.
- Encourager les reconversions professionnelles possibles pour permettre la rencontre entre l'offre et la demande d'emplois et revitaliser des filières professionnelles, en y incluant les grandes entreprises comme les PME créatrices d'emplois.
- Former les salariés aux outils numériques (logiciels, réseaux sociaux) afin de réduire la fracture numérique entre générations.

- Accompagner les salariés dans leur mobilité au sein de l'entreprise.
- Développer une véritable bourse d'emplois au sein de la Confédération.
- Mettre en place une véritable égalité professionnelle femmes/hommes notamment en matière de salaire.
- Mettre le nouveau compte personnel de formation au cœur de la future réforme de la formation professionnelle prévue par le gouvernement.
- Rebâtir les bases de la future négociation sur l'assurance chômage en trouvant des règles d'indemnisation compatible avec les droits rechargeables.
- Conforter le régime des intermittents avec une négociation anticipée avec le ministère de la Culture.



## ÉCONOMIE ET INDUSTRIE ALAIN GIFFARD

- Militer pour une réforme fiscale qui ne pénalise pas les revenus des classes moyennes.
- Exiger une politique salariale équitable afin de redonner du pouvoir d'achat aux salariés de l'encadrement et à nos collègues des fonctions publiques.
- Réformer l'impôt sur les sociétés afin de redonner de l'oxygène aux TPE et PME pour qu'elles puissent embaucher plus.
- Réformer le crédit d'impôt recherche afin d'inclure le dépôt de brevet et le développement de la filière de production en France dans les critères d'attribution.
- Promouvoir le savoir-faire industriel de qualité en misant sur l'image « France » (promotion du haut de gamme et des métiers qui y sont associés).
- Promouvoir l'entrepreneuriat en « économie sociale et responsable ».
- Repenser le statut d'auto-entrepreneur pour qu'il ne soit pas l'ennemi du contrat de travail.

# Direction confédérale

PRÉSIDENTE  
**Carole Couvert**



SECRÉTAIRE GÉNÉRALE  
**Marie-Françoise Leflon**



## DÉVELOPPEMENT SYNDICAL ET DIALOGUE SOCIAL



SECRÉTAIRE NATIONAL  
**Jean-Michel Pecorini**

## ÉCONOMIE ET INDUSTRIE



SECRÉTAIRE NATIONAL  
**Alain Giffard**

## EMPLOI ET FORMATION



SECRÉTAIRE NATIONALE  
**Véronique Ghilmetti**

## DÉVELOPPEMENT DURABLE, ÉNERGIES LOGEMENT, RSE



SECRÉTAIRE NATIONAL  
**Alexandre Grillat**

## EUROPE ET INTERNATIONAL



SECRÉTAIRE NATIONAL  
**Christophe Lefevre**



DÉLÉGUÉE NATIONALE (DÉVELOPPEMENT SYNDICAL)  
**Christine Diebold**



DÉLÉGUÉ NATIONAL  
**Xavier Le Coq**



DÉLÉGUÉE NATIONALE (JEUNES, ÉGALITÉ PRO ET DIVERSITÉ)  
**Chantal Guiolet**



DÉLÉGUÉ NATIONAL  
**Georges Louis**



DÉLÉGUÉ NATIONAL  
**Thierry Meurgues**



DÉLÉGUÉE NATIONALE (DIALOGUE SOCIAL)  
**Christiane Lefevre-Scaniglia**



DÉLÉGUÉ NATIONAL (EMPLOI)  
**Pierre-Malo Hecquet**



DÉLÉGUÉE NATIONALE  
**Anne-Catherine Cudennec**



DÉLÉGUÉ NATIONAL (DÉVELOPPEMENT SYNDICAL)  
**Fabrice Tyack**



DÉLÉGUÉE NATIONALE (FORMATION)  
**Dominique Jeuffrault**

## CONSEIL JURIDICTIONNEL

7 TITULAIRES

**Christiane Lamboley** présidente  
**Gérard Fubiani**  
**Éric Martin**  
**Yves Symoneaux**



3 SUPPLÉANTS

**Sébastien Crozier**  
**Robert Glaichenhaus**  
**Éric Valensi**



TITULAIRES DÉJÀ EN POSTE

**Michel Bacher**  
**Roland Betmalle**  
**Michel Segura**

TRÉSORIER NATIONAL  
**Franck Zid**



DÉLÉGUÉ NATIONAL ATTACHÉ AU TRÉSORIER  
ET AUX UNIONS TERRITORIALES  
**Jean-Jacques Boudaliez**



**PROTECTION SOCIALE**



SECRÉTAIRE NATIONAL  
**Serge Lavagna**

**SANTÉ AU TRAVAIL  
ET HANDICAP**



SECRÉTAIRE NATIONALE  
**Martine Keryer**

**SECTEUR PUBLIC**



SECRÉTAIRE NATIONAL  
**Gérard Demarcq**

**UNIONS  
TERRITORIALES**



SECRÉTAIRE NATIONAL  
**Bernard Vincent**



DÉLÉGUÉ NATIONAL  
(FAMILLE)  
**Jean-Yves Delannoy**



DÉLÉGUÉ NATIONAL  
**Franck Mikula**



DÉLÉGUÉ NATIONAL  
**Michel Robert**



DÉLÉGUÉ NATIONAL  
(ASSURANCE MALADIE)  
**Jean-François Gomez**



DÉLÉGUÉ NATIONAL  
(RETRAITE)  
**Pierre Roger**

# 35e congrès de la CFE-CGC

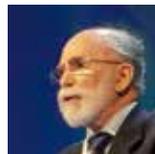
## Exécutif confédéral 2013-2016

**COMMISSION DE CONTRÔLE FINANCIER**

**Jean-François Donadoni  
Jean-Philippe Duriez  
Gérard Geanty  
Yvon Le Goffic**



**Gérard Legludic  
Dominique Noret  
Gérard Pigeon  
Jean-Emmanuel Rougier**



[www.cfecgc.org](http://www.cfecgc.org)

- Argumenter la politique de réduction des déficits tout en proposant une politique économique capable de servir le modèle social souhaité par la CFE-CGC.
- Travailler sur les secteurs économiques potentiellement créateurs d'emploi.



## PROTECTION SOCIALE

SERGE LAVAGNA

- Remettre à plat le financement de l'ensemble de notre protection sociale, en distinguant prestations contributives qui résultent de cotisations et prestations universelles ou de solidarité à financer principalement par l'impôt.
- Assurer la promotion de notre Cotisation sociale sur la consommation, afin d'extraire un certain nombre de charges sociales de la fiche de paye et de les reporter sur l'assiette de la TVA, tout en ayant un financement fléché vers les différentes caisses.
- Arrêter l'hémorragie de nos droits qui ne cessent de fondre là où nos contributions augmentent en permanence.
- Imaginer un nouveau modèle qui redonne des perspectives aux jeunes.
- Repenser les systèmes de retraite à l'horizon 2020-2050 pour en assurer la pérennité, en lien avec les tables de mortalité et les analyses du COR.



## SANTÉ AU TRAVAIL ET HANDICAP

MARTINE KERYER

- S'appropriier les items de la négociation actuelle sur la qualité de vie au travail.
- Travailler sur les modes d'organisation du travail et les pratiques managériales.
- Construire un référentiel qualité de vie au travail.
- Inciter les entreprises et administrations à prévenir les risques psychosociaux.
- Renforcer l'accueil personnalisé (téléphonique ou physique) des salariés en souffrance.
- Former les adhérents à l'accompagnement approprié de collègues en souffrance.

- Faire reconnaître le « burn-out » en maladie professionnelle.
- Améliorer l'insertion des personnes en situation de handicap.
- Suivre le déroulement de carrière des personnes en situation de handicap.



## DÉVELOPPEMENT SYNDICAL ET DIALOGUE SOCIAL

JEAN-MICHEL PECORINI

- Mettre en place des actions spécifiques pour les jeunes (après étude des attentes des moins de 35 ans).
- Mettre en place un plan de développement dans le cadre du plan stratégique.
- Mettre en place une action de fidélisation à destination de nos retraités.
- Instaurer un véritable dialogue entre la Confédération, les fédérations et les unions territoriales afin de coordonner nos actions de développement et mutualiser ainsi nos moyens.
- Assurer la représentativité pour les fonctions publiques en 2014 et pour le secteur privé en 2017.



## SECTEUR PUBLIC

GÉRARD DEMARQC

- Mettre en place un plan d'actions spécifiques pour faire des élections professionnelles des trois fonctions publiques en 2014 une priorité confédérale et fédérale.
- Intégrer les problématiques des fonctions publiques dans chacune des prises de positions confédérales.
- Valoriser l'image des agents des fonctions publiques au service de la nation et des citoyens et, en ce sens, soutenir le maintien de l'emploi.
- En lien avec les fédérations concernées par des entreprises où l'État est actionnaire majoritaire, apporter tout l'appui confédéral à leurs préoccupations.



## DEVELOPPEMENT DURABLE, ÉNERGIES, LOGEMENT ET RSE

ALEXANDRE GRILLAT

- Donner un second souffle au développement durable pour qu'il soit au cœur de la gouvernance et du dialogue social dans les entreprises (commission dédiée dans les IRP, comité dédié dans les instances de gouvernance...).
- Franchir un nouveau cap de la RSE, pour en faire un véritable objet de dialogue social et de gouvernance, en renforçant en particulier la présence, la visibilité et la reconnaissance des administrateurs salariés.
- Faire de la France une championne des filières industrielles du développement durable.
- Défendre en particulier une transition énergétique qui soit pragmatique, qui place l'économie, le social et les filières industrielles au cœur de ses priorités, et qui permette de s'engager dans la construction d'une véritable Communauté européenne de l'énergie.
- Écrire une nouvelle page de l'actionnariat salarié et de la participation pour mieux associer les salariés au développement de leurs entreprises.

- Renforcer l'orientation de l'épargne vers l'investissement socialement responsable.
- Refonder le modèle économique d'Action Logement pour le réorienter vers sa mission première : le service aux salariés.



## UNIONS TERRITORIALES

BERNARD VINCENT

- Partager et diffuser les bonnes pratiques en région (financement, locaux, services...).
- Améliorer la visibilité de nos unions auprès des adhérents et du grand public.
- Coordonner et diffuser les prises de positions territoriales.
- Assurer la réussite de la décentralisation via la formation territoriale.
- Instaurer un véritable dialogue entre la Confédération, les fédérations et les unions territoriales.
- Accompagner les gouvernances paritaires territoriales en parallèle de la déclinaison politique administrative et territoriale de la phase trois de la décentralisation.



L'ensemble des élus confédéraux figure dans l'organigramme des pages 12 et 13



PHILIPPE LOUIS



JOSEPH MENDENE

Les élections aux divers postes confédéraux et l'expression des candidats ont été rondement menées entre le mercredi 17 avril après-midi et la matinée du jeudi 18, sous l'oeil intéressé du président de la CFTC, **Philippe Louis**, du représentant de l'APEC ou de **Joseph Mendene**, secrétaire général de l'organisation des cadres gabonais.

TRÈS BEAU SUCCÈS DE NOTORIÉTÉ POUR LE CONGRÈS : PRÈS DE QUARANTE PARTENAIRES ONT PU PRÉSENTER LEURS OFFRES OU LEURS PRODUITS À UN MILLIER DE VISITEURS EN TROIS JOURS !



# Une Confédération qui vous accompagne



En conclusion de son programme,  
Carole Couvert a résumé son objectif:  
que chacun ait un retour sur investissement  
par rapport à sa cotisation confédérale!  
Dès lors, l'équipe élue s'engage à :

- Vous communiquer une information en temps réel sur les sujets interprofessionnels (avant, pendant et après les négociations);
- Vous mettre à disposition tous les outils facilitant votre action quotidienne dans vos différents mandats:
  - accord type prêt à être décliné (avec une synthèse des bonnes pratiques;
  - affiches, tracts, livrets pédagogiques...;
  - site internet collaboratif afin de pouvoir bâtir ensemble nos propositions via des outils de sondages, forums...;



- site intranet avec une base de données de positions, un question réponse par thème;
- les sites internet et intranet de la Confédération doivent devenir votre référentiel;
- visioconférences et/ou conférences téléphoniques afin de pouvoir avoir des réactions rapides face à l'actualité;
- offre de formations adaptée afin de pouvoir encore plus répondre à vos demandes. Il s'agit d'augmenter notre capacité d'accueil mais aussi d'élargir notre offre en lien avec les fédérations et nos unions territoriales (exemple formation à l'accompagnement des collègues en souffrance, formation aux relations presse...). Objectif: éviter la multiplication de création de centres de formations CFE-CGC. Au-delà des formations nationales, les formations en régions seront développées. Nous étudierons la mise en place de modules de formation à distance via le e-learning ou avec des didacticiels;
- mise en place d'accompagnement à la prise de fonction (président ul, ud, ur, délégués ou secrétaires nationaux,...);
- offre de services mutualisés afin de réduire les coûts.

Une réflexion sera menée sur la création d'une cellule marketing au sein de la Confédération, afin d'innover et de simplifier votre action quotidienne! Avoir un véritable marketing syndical est fondamental pour aller séduire de nouveaux publics et notamment les jeunes.

**Tous ces projets annoncés à Saint-Malo ne pourront être réalisés qu'avec une évolution de l'organisation de notre Confédération. Il s'agit de faire de notre siège, votre centre de ressources, de services et de compétences afin de vous accompagner au mieux dans votre action quotidienne, de vous faire gagner du temps et de l'argent, bref de vous simplifier la vie!**

Carole Couvert





ATOL : UNE RELOCALISATION EMBLÉMATIQUE DE PRODUCTION EN FRANCE

# L'innovation

## Facteur de progrès social

« L'innovation en marche » et sous toutes ses facettes a fait l'objet de débats multiples. En s'appuyant sur l'enquête Opinion Way (voir page 17), une séance plénière a tiré les leçons de divers témoignages partageant le même constat : « pour être innovant, il faut s'intéresser à la qualité de vie au travail », à la fois parce que les salariés sont des « leviers » d'innovation mais aussi parce la qualité de vie dans l'entreprise est facteur de compétitivité.

Ont participé à cette plénière :

→ **Philippe Peyrard**, directeur général délégué d'Atol.

→ **Arnaud Groff**, directeur du cabinet Inovatech 3V et ancien délégué national à l'innovation au Centre des Jeunes Dirigeants (CJD).

→ **Muriel Garcia**, présidente de l'association Innov'Acteurs et responsable pour le développement de l'innovation participative RH du groupe La Poste.

→ **Yann-Etienne Le Gall**, DRH d'Yves Rocher.

→ **Jérôme Billet**, président de l'union régionale CFE-CGC Bretagne et délégué syndical d'Yves Rocher

→ **Pierre-Henri Caquelin**, directeur associé de 2<sup>e</sup> Maison, conseil & communication RSE et Innovation sociétale.

Dans le même temps, les militants participaient à sept ateliers pour analyser l'innovation : l'innovation pour le bien-être des salariés, pour la compétitivité de l'entreprise, pour l'avenir du syndicalisme et dans les territoires ultramarins français...

Par petits groupes, les congressistes ont passé l'après-midi à témoigner et à échanger sur ces notions. Ces ateliers, dont le travail fut restitué au congrès le matin du 19 avril, étaient animés par les formateurs du Centre de formation syndicale CFE-CGC, associés à de nombreux experts.

# 7 Ateliers innovation

VENDREDI 19 AVRIL, LES MILITANTS RESTITUENT  
AU CONGRÈS LEURS RÉFLEXIONS DES ATELIERS.



## Pour le bien-être des salariés

Stéphanie, Chantal, Jean-Baptiste, Françoise... ont été les porte-parole de ceux qui ont planché sur le bien-être au service des salariés. Tous ont considéré que l'encadrement était le mieux placé pour améliorer, par l'innovation, la qualité de vie au travail. Avec une recette à utiliser sans modération : le droit individuel à la formation. Stéphanie Cardot a démontré l'effet démultiplicateur des guides de bonnes pratiques et l'intérêt à mieux exploiter les entretiens d'évaluation. Les participants sont convaincus de l'efficacité du tutorat dans l'entreprise pour améliorer l'implication des salariés. Pour tous les témoins, l'erreur à ne pas commettre est, sous prétexte d'innovation, de faire des salariés des robots !

Il est illusoire de différencier les notions de bien-être professionnel et de bien-être privé : leur perméabilité fait qu'il n'existe, au final, qu'un bien-être collectif. L'innovation facilite la communication quand on sait utiliser les réseaux sociaux. Mais il faut prendre garde aux excès : le télétravail, par exemple, a des enjeux de santé sous-estimés et pose le problème du délitement de la collectivité. Cette dimension collective opposée à l'individualisation induite par les NTIC a fait débat. Les solutions pour y remédier restent à trouver...



### ATELIER 1A. QUELLES PRATIQUES NOVATRICES POUR LE BIEN-ÊTRE INDIVIDUEL DES SALARIÉS ?

AVEC : STÉPHANIE CARDOT, ASSOCIÉE FONDATEUR ET PDG DE To Do TODAY (ACTIVITÉ DE CONCIERGERIE).

### ATELIER 1B. QUELLES PRATIQUES NOVATRICES POUR LE BIEN-ÊTRE COLLECTIF DES SALARIÉS ?

AVEC : CHRISTOPHE DESHAYES ET JEAN-BAPTISTE STUHLIK, AUTEURS DU « PETIT TRAITÉ DU BONHEUR 2.0 ».

Chantal estime que le syndicalisme ne fait pas suffisamment face aux différences générationnelles, un facteur d'éloignement des jeunes du mouvement syndical. Pour son atelier, l'innovation doit être aussi un moyen de remédier à la souffrance au travail, quitte à changer le travail lui-même grâce aux NTIC. Promotion a été faite du *self help*, un principe d'entraide et de soutien collectif. Ses effets préventifs ont été démontrés notamment pour lutter contre le *burn out*, cet état dépressif lié au milieu professionnel. A contrario de l'*open space*, les témoins ont souligné le besoin d'intimité sonore dans l'entreprise.

## Dans les territoires ultramarins français

S'intéresser à l'Outre-Mer, c'est déjà en soi une innovation, a constaté avec satisfaction Gilles Marthe. En effet, comment ignorer ces 2,7 millions d'habitants? Comment écarter son intérêt stratégique, scientifique ou maritime? Les pistes d'innovation dans les territoires ultramarins sont nombreuses, a-t-il expliqué: associations de médiateurs pour favoriser le dialogue social; mutualisation des moyens matériels et humains pour développer l'emploi de l'encadrement; fonds régional pour l'emploi; reconnaissance du fait syndical et financement interprofessionnel; valorisation des métiers de la mer; accompagnement syndical dans les lycées... Voilà de beaux chantiers à développer pour l'Outre-Mer et la CFE-CGC.



ATELIER 4. L'INNOVATION DANS LES TERRITOIRES ULTRAMARINS FRANÇAIS

AVEC: À GAUCHE, GILLES MARTHE, PRÉSIDENT CFE-CGC DE LA MARTINIQUE.

## Pour le syndicalisme au XXI<sup>e</sup> siècle



Romuald, Sylvie et Didier en sont convaincus: le syndicat ne sera attractif que si ses fonctions sont professionnalisées! Dans cette optique, l'entreprise ne doit plus considérer l'activité syndicale comme un handicap. Ce changement de mentalité ne sera rendu possible qu'à la condition de valoriser l'action syndicale. Mais aussi de faire connaître ses apports pour la société, quitte, pour la CFE-CGC, à adopter des éléments de langage véhiculant ses valeurs positives.

La CFE-CGC doit se rapprocher de son public, les classes moyennes, et répondre à ses attentes. Pour les experts, inutile de se torturer. Les syndicalistes doivent être à l'image des salariés du XXI<sup>e</sup> siècle: ouverts, décomplexés, sans problème avec les nouvelles technologies, engagés de manière partielle et ponctuelle, capables d'utiliser leurs compétences, comme ils le font en tant que professionnels.

ATELIER 3A. QUELLE NOUVELLE IMAGE ?

AVEC: JEAN-DOMINIQUE SIMONPOLI, DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION DIALOGUES.

ATELIER 3B. QUEL NOUVEAU SENS ?

AVEC: MICHÈLE RESCOURIO-GILBERT, DIRECTRICE DE PROJETS CHEZ ENTREPRISE & PERSONNEL.

## Pour la compétitivité de l'entreprise

Pour Philippe, Isabelle et Louis, l'innovation doit être portée par tous les acteurs de l'entreprise ; mieux, elle doit appartenir à la culture de l'entreprise. L'encadrement a un rôle particulier à jouer : celui d'ambassadeur de l'innovation. Michèle Debonneuil estime que la modernité oblige à de nouvelles façons de produire et de consommer. La chaîne de production ne s'arrête pas aux murs de l'entreprise mais continue jusqu'au consommateur. Ici, l'encadrement a une mission de coordination transversale.

Les rapporteurs de l'atelier ont listé des solutions de progrès :

- la communication et la coopération entre branches professionnelles analysées par un observatoire dédié ;
- la formation de l'encadrement à l'amélioration de l'image de l'entreprise ;
- le soutien aux initiatives porteuses, tel que le fonds d'investissement éthique ;
- le maillage entreprises/universités pour donner rapidement aux étudiants une expérience professionnelle ;
- donner au syndicat un rôle de facilitateur entre l'entreprise et ceux qui recherchent un emploi ;



### ATELIER 2A. QUELLE INNOVATION DOIT-ON METTRE EN PLACE POUR RESTER EMPLOYABLE DANS L'ENTREPRISE ?

AVEC : MICHÈLE DEBONNEUIL, ÉCONOMISTE, PERSONNALITÉ ASSOCIÉE DU CESE ET PROFESSEUR À HEC PARIS.

### ATELIER 2B. QUELLE INNOVATION POUR ÊTRE COMPÉTITIF ?

AVEC : PHILIPPE BERNA, PRÉSIDENT DU COMITÉ RICHELIEU.

- donner au syndicaliste un rôle d'incitateur d'innovation en ressources humaines ;
- permettre à l'encadrement de participer à la stratégie de l'entreprise...



CAROLE COUVERT SALUE LE TRAVAIL DES ANIMATEURS ET DES EXPERTS.





DES PERSONNALITÉS DU MONDE ÉCONOMIQUE TÉMOIGNENT DE LEUR RÉUSSITE À PRODUIRE ET EMPLOYER EN FRANCE.

# Produire et consommer français Un acte citoyen

Dans le prolongement de la réflexion sur «l'innovation en marche», les congressistes se sont intéressés aux moyens de «continuer à produire et consommer français?». Vendredi 19 avril, la CFE-CGC a fait appel à des personnalités reconnues :

- **Cyril Amprino**, délégué régional de la CGPME Rhône-Alpes.
- **Arnaud Groff**, directeur du cabinet Inovatech 3V et ancien délégué national à l'innovation au Centre des jeunes dirigeants (CJD).
- **Jacques Martin-Lalande**, vice-président de l'association Pro France et administrateur de l'Union française des industries de l'habillement et du Groupement de la façon française.
- **Alain Petitjean**, directeur général de Semaphores.
- **Philippe Peyrard**, directeur général délégué d'Atol.

Pour Cyril Amprino, consommer et produire en France résultent d'abord d'un «engagement» personnel et collectif. Cela nécessite la création d'un réseau économique de proximité. Il ne s'agit pas de tomber dans le piège du protectionnisme mais bien de considérer que la priorité régionale a du sens: «on ne peut pas se plaindre des conditions d'emplois et acheter, sans réfléchir, coréen ou chinois!». Arnaud Groff préconise le «Made by France» plutôt que le «Made in France» avec un soutien via un small business act européen. Rien ne se fera sans la volonté du consommateur, à lui d'agir de manière citoyenne! Une démarche partagée par Jacques Martin-Lalande qui préconise le déploiement d'un label Origine France garantie (OFG), plus fiable que le «Made in France» qui est simplement déclaratif.

“ Pour Carole Couvert il est urgent de passer de consommateur à consom'acteur car derrière un prix, il y a des femmes et des hommes qui travaillent! ”

Avec Philippe Peyrard, Atol a relocalisé sa fabrication de lunettes en France en travaillant sur la maîtrise des coûts. Une opération rendue possible grâce à l'implication de l'encadrement de l'entreprise. Un exemple de bonne pratique que souhaite mettre en avant la CFE-CGC! Alain Petitjean abonde dans ce sens. Ses recettes pour produire en France:

- optimiser les sites existant;
- monter en gamme de produits;
- sécuriser la filière économique (client, fournisseur, sous-traitants...);
- communiquer sur l'origine française;
- veiller aux coûts hors production. Des principes en partie contestés par Philippe Peyrard qui est plutôt partisan, d'abord, de la valorisation du produit et du principe de réciprocité entre pays exportateurs et importateurs.

# UNE BANQUE CRÉÉE AVEC NOS SOCIÉTAIRES EST FORCÉMENT UNE BANQUE QUI AGIT DANS LEUR INTÉRÊT.



**Agir dans l'intérêt de nos sociétaires, c'est leur proposer des services financiers utiles qui leur permettent de gérer au mieux leur argent au quotidien et dans la durée. De quoi redonner le sourire.**

**Pour découvrir nos services financiers, rendez-vous en point d'accueil ou sur [macif.fr](http://macif.fr).**

Banque créée par Macif et ses partenaires. Offre bancaire conçue avec ses sociétaires Macif et proposée sous réserve d'acceptation de Socram Banque.  
Les services bancaires (compte bancaire et épargne bancaire) proposés par Macif sont des produits SOCRAM BANQUE, société anonyme au capital de 70000000 euros, RCS NIORT 682 014 865, siège social : 2 rue du 24 février - BP 8426 - 79092 NIORT Cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)).  
Les produits d'épargne et d'assurance-vie proposés par Macif sont gérés par Mutavie. MUTAVIE SE, société européenne à Directoire et Conseil de surveillance.  
Entreprise régie par le Code des assurances. Capital 46200000€. RCS Niort B 315 652 263. Siège social : 9 rue des Iris - Bessines - 79088 Niort Cedex 9.  
MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort. Inscrite au registre des démarcheurs bancaires et financiers sous le n°2103371860HQ. Intermédiaire en opérations de banque pour le compte exclusif de Socram Banque.



**LA SOLIDARITÉ  
EST UNE FORCE**

# Conviction à partager

**Et si la préparation d'un  
avenir énergétique durable  
était aussi liée à la découverte  
de nouvelles ressources  
pétrolières et gazières ?**

Les ressources pétrolières et gazières sont encore importantes, mais pour satisfaire une demande croissante et construire l'avenir, Total continue à faire des découvertes significatives, poursuit en permanence ses efforts pour accroître les réserves des champs de pétrole et de gaz en production et innove pour mobiliser et exploiter de nouvelles ressources d'énergies fossiles. Mais parce que le pétrole et le gaz sont précieux, il sera nécessaire de concentrer principalement leur usage là où il est le plus difficile à substituer : les transports et la pétrochimie.

**[www.total.com](http://www.total.com)**



L'énergie est notre avenir, économisons-la !